

Lorsqu'une convention ou un accord de niveau supérieur à la convention ou à l'accord intervenu est conclu, les parties adaptent les stipulations de la convention ou accord antérieur moins favorables aux salariés si une stipulation de la convention ou de l'accord de niveau supérieur le prévoit expressément.

### *Chapitre III : Rapports entre accords d'entreprise ou d'établissement et accords couvrant un champ territorial ou professionnel plus large.*

L. 2253-1

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La convention de branche définit les conditions d'emploi et de travail des salariés. Elle peut en particulier définir les garanties qui leur sont applicables dans les matières suivantes :

- 1° Les salaires minima hiérarchiques ;
  - 2° Les classifications ;
  - 3° La mutualisation des fonds de financement du paritarisme ;
  - 4° La mutualisation des fonds de la formation professionnelle ;
  - 5° Les garanties collectives complémentaires mentionnées à l'article [L. 912-1](#) du code de la sécurité sociale ;
  - 6° Les mesures énoncées à l'article [L. 3121-14](#), au 1° de l'article [L. 3121-44](#), à l'article [L. 3122-16](#), au premier alinéa de l'article [L. 3123-19](#) et aux articles [L. 3123-21](#) et [L. 3123-22](#) du présent code et relatives à la durée du travail, à la répartition et à l'aménagement des horaires ;
  - 7° Les mesures relatives aux contrats de travail à durée déterminée et aux contrats de travail temporaire énoncées aux articles [L. 1242-8](#), [L. 1243-13](#), [L. 1244-3](#), [L. 1244-4](#), [L. 1251-12](#), [L. 1251-35](#), [L. 1251-36](#) et [L. 1251-37](#) du présent code ;
  - 8° Les mesures relatives au contrat à durée indéterminée de chantier ou d'opération énoncées aux articles [L. 1223-8](#) et [L. 1223-9](#) du présent code ;
  - 9° L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
  - 10° Les conditions et les durées de renouvellement de la période d'essai mentionnées à l'article [L. 1221-21](#) du code du travail ;
  - 11° Les modalités selon lesquelles la poursuite des contrats de travail est organisée entre deux entreprises lorsque les conditions d'application de l'article [L. 1224-1](#) ne sont pas réunies ;
  - 12° Les cas de mise à disposition d'un salarié temporaire auprès d'une entreprise utilisatrice mentionnés aux 1° et 2° de l'article [L. 1251-7](#) du présent code ;
  - 13° La rémunération minimale du salarié porté, ainsi que le montant de l'indemnité d'apport d'affaire, mentionnée aux articles [L. 1254-2](#) et [L. 1254-9](#) du présent code ;
- Dans les matières énumérées au 1° à 13°, les stipulations de la convention de branche ou de l'accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large prévalent sur la convention d'entreprise conclue antérieurement ou postérieurement à la date de leur entrée en vigueur, sauf lorsque la convention d'entreprise assure des garanties au moins équivalentes. Cette équivalence des garanties s'apprécie par ensemble de garanties se rapportant à la même matière.

#### Conseil d'Etat

> Conseil d'Etat, 4ème et 1ère chambres réunies, 2021-10-07, 433053 [ECLI:FR:CECHR:2021:433053;20211007]

L. 2253-2

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les matières suivantes, lorsque la convention de branche ou l'accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large le stipule expressément, la convention d'entreprise conclue postérieurement à cette convention ou à cet accord ne peut comporter des stipulations différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de cette convention ou de cet accord sauf lorsque la convention d'entreprise assure des garanties au moins équivalentes :